

*Le gouvernement et les indigènes
entament des pourparlers en
Équateur*

Image not found or type unknown

Quito 13 juillet (RHC) Les pourparlers entre le gouvernement et les indigènes de l'Équateur se dérouleront pendant 90 jours au siège de la Conférence épiscopale de ce pays, qui agira comme médiateur afin de promouvoir des résultats concrets dans un climat de paix et de consensus.

Au total, 10 tables de négociations seront mises en place pour traiter les questions convenues entre les parties. Ces questions apparaissent dans l'Acte de paix signé le 30 juin dernier, lequel a mis fin à une grève nationale de 18 jours. Les manifestations populaires ont été marquées par la répression de la

police et de l'armée qui a soulevé une vague de dénonciations à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Au cours des pourparlers, la priorité sera donnée aux questions liées au ciblage (attention particulière) des subventions aux carburants et aux banques publiques et privées, des questions très sensibles pour le mouvement indigène et les autres secteurs sociaux impliqués dans les mobilisations.

Le reste des tables rondes portera sur : le Développement productif, l'emploi et les droits du travail, l'énergie et les ressources naturelles, les droits collectifs et l'enseignement supérieur, la protection des investissements nationaux, le contrôle des prix, l'accès à la santé et à la sécurité.

Du côté des collectifs sociaux, les dirigeants de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE), du Conseil des peuples et organisations indigènes évangéliques d'Équateur (FEINE) et de la Confédération nationale des organisations paysannes, indigènes et noires (Fenocin) participeront au dialogue.

Du côté du gouvernement, chaque question sera traitée par un ministère et le processus sera dirigé par le ministre des affaires gouvernementales, Francisco Jiménez.

Pour sa part, le président de la Conaie, Leonidas Iza, a déclaré lors de la réunion qui a établi la méthodologie des négociations:

"Tout ce qui a été gagné l'a été grâce à la lutte sociale, et dans les 90 prochains jours, nous espérons canaliser les conditions pour résoudre les questions en suspens", a-t-il déclaré.

Le début officiel du dialogue intervient alors que le président de la république, Guillermo Lasso, lance des accusations sur des liens présumés entre les trafiquants de drogue et les manifestations de juin, qui ont été largement critiquées.

Dans une récente interview accordée à la CNN, M. Lasso a affirmé que les manifestations étaient financées par 15 millions de dollars provenant du trafic de drogue et impliquaient également l'ancien président Rafael Correa.

Cette accusation, sans donner plus de détails, a suscité une réaction rapide des analystes politiques, qui estiment que son discours et son accusation sont très éloignés du climat de paix et d'entente dont le pays a besoin en ce moment pour mener à bien les négociations.

Iza a déclaré : "Il est grave que Guillermo Lasso stigmatise et qualifie de "narcos" les peuples indigènes et les citoyens qui sont descendus dans la rue pour protester en rejetant totalement la gestion de son gouvernement.(Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/293396-le-gouvernement-et-les-indigenes-entament-des-pourparlers-en-equateur>



Radio Habana Cuba